

## Leçon 18 : La 4<sup>ème</sup> République, une république fragile et contestée

Pourquoi la IV<sup>ème</sup> République a-t-elle mauvaise réputation ? Pourquoi sa chute après 12 ans d'une existence difficile pendant laquelle elle fut l'objet de vives critiques de forces politiques ?

### **I\* La difficile mise en place d'institutions contestées**

#### **1) Une élaboration laborieuse (été 1944 à janvier 1947)**

- Pour se mettre d'accord sur un texte il a fallu : 2 assemblées constituantes, 2 projets constitutionnels et 3 référendums successifs (octobre 45, mai 46 enfin 13 octobre 46)
- Un difficile compromis s'élabore entre les 3 partis gouvernementaux (PC<sup>1</sup>, SFIO, MRP<sup>2</sup>). Le MRP contre ses alliés marxistes défend un meilleur équilibre entre exécutif et législatif.
- Le texte définitif approuvé par les Français le 13 octobre 1946 ne suscite par une forte adhésion (36% des inscrits ont voté « oui ») ce qui fait dire à de Gaulle que les institutions n'ont pas recueilli l'adhésion des Français.

#### **2) Les institutions et leurs faiblesses p272**

- Le président reste élu par les chambres (Assemblée et Conseil de la République) dont il est finalement « l'homme ». On a vu lors des 27 tours de scrutin de l'élection de René Coty les limites de ce type d'élection par les chambres.
- L'Assemblée Nationale a nettement le pas sur le Conseil de la République (ex-Sénat) dont les pouvoirs sont très réduits.
- Enfin, s'il est plus difficile de renverser le gouvernement, il est en effet facile de le paralyser en bloquant ses textes de loi qu'il propose ce qui le pousse à la démission.
- De fait le gouvernement est à la merci des caprices de l'Assemblée et il est le jouet des partis et notamment des petits partis comme l'UDSR de F. Mitterrand (11 fois ministre sous la 4<sup>ème</sup> République) .
- Le général de Gaulle dans ses déclarations et dans son discours de Bayeux (juin 1946- p 270) critique la faiblesse des institutions. Il fonde l'année suivante (1947) le Rassemblement du peuple Français (1947).

---

<sup>1</sup> Parti Communiste

<sup>2</sup> SFIO Section Française de l'Internationale Ouvrière (= parti socialiste) / MRP = Mouvement Républicain populaire. Il s'agit souvent de chrétiens démocrates (centre et droite modérée) issus de la résistance.

## II\* Du tripartisme aux gouvernements de la « 3<sup>ème</sup> force »

### 1) La rupture avec le Parti Communiste ( 1947 ), causes et conséquences

- Les communistes s'opposent de plus en plus au gouvernement sur la question coloniale (début de la guerre d'Indochine) dans un contexte de début de Guerre Froide (mise en place de l'aide Marshall).
- Les ministres communistes sont renvoyés par le président du Conseil Paul Ramadier (SFIO) : c'est la fin du tripartisme.

### 2) Troisième Force contre communistes et gaullistes (RPF)

- Deux grands mouvements actifs dans la Résistance, communistes et gaullistes, s'opposent donc entre eux ainsi qu'au régime soutenu par tous les autres partis qui constituent la 3<sup>ème</sup> Force.
- Les communistes tentent de déstabiliser le régime par des grèves très dures (presque insurrectionnelles) en 1947 et 1948.
- Grâce en partie à l'aide américaine (=Plan Marshall), les gouvernements de la 3<sup>ème</sup> Force organisent le relèvement économique de la France. Cela dit cette 3<sup>ème</sup> force est constituée de partis qui s'opposent sur bien des points (laïcité,...)

## III La deuxième législature (1951-1955)

### 1) Les élections de 1951 et la dislocation de la Troisième Force

- Inquiets de la double menace communiste et gaulliste, les partis politiques de la 3<sup>ème</sup> Force mettent au point une véritable arnaque politique : la loi électorale dite des « apparentements ». Cette loi qui défavorise les opposants de gauche et de droite (qui ne peuvent s'apparenter) permet à la 3<sup>ème</sup> Force de conserver la majorité. Une majorité où la droite (écrasée depuis 1945) revient en force. Cependant, cette victoire n'empêche pas la dislocation de la 3<sup>ème</sup> Force sur la question de la laïcité de l'Etat (Indépendants du CNI<sup>3</sup> + MRP / Radicaux et SFIO).

### 2) Les gouvernements d'Antoine Pinay et de Pierre Mendès-France (1952 et 1954)

a) La droite au pouvoir sous Antoine Pinay (CNI), l'homme qui rassure (1952).

- Bénéficiant d'une conjoncture favorable, Antoine Pinay devient Président du Conseil en 1952 et rétablit la confiance des Français en opérant une stabilisation de l'économie et des finances publiques. Le projet de la **Communauté Européenne de défense (CED)** qui prévoit la création d'une armée européenne avec des soldats allemands (7 ans après la guerre !) ainsi

---

<sup>3</sup> Centre National des Indépendants.

que la **Guerre d'Indochine** troublent et déstabilisent la vie politique française

b) « Gouverner c'est choisir » : Pierre Mendès France –PMF-(Radical) en 1954

- Contre coup de la défaite de **Diem Bien Phu** (mai 1954) Pierre Mendès France devient Président du conseil et s'attache à régler la question indochinoise (accords de Genève juillet 1954).
- Le vote demandé pour ratifié le traité de la CED provoque un rejet de l'Assemblée.
- L'honnêteté, la rigueur et le souci d'expliquer (allocutions radiodiffusées) sa politique tranche sur l'aspect terne des autres présidents du Conseil. Aussi PMF plaît aux Français (ce que l'Assemblée n'apprécie guère).
- Le 1<sup>er</sup> novembre 1954 éclate **l'insurrection algérienne**. C'est sur cette nouvelle guerre coloniale que PMF est renversé par l'Assemblée le 5 février 1955.

### 3) *Antiparlementarisme poujadiste contre front Républicain (élections de 1956)*

- L'année 1955 est une année de malaise. Même si le mouvement gaulliste s'est dissous et que certains de ses députés (Républicains Sociaux) rallient le système, le régime est loin d'avoir triomphé de ses détracteurs.
- Malgré le lobby colonial, le gouvernement réussit à imposer l'**indépendance du Maroc et de la Tunisie** (1956). Né d'une organisation professionnelle surgit un nouveau venu à droite : l'UDCA de **Pierre Poujade** qui obtient 52 députés (dont un certain JM Le Pen) aux élections de janvier 1956. Ce mouvement composite est très à droite voire à l'extrême droite.
- Les Français ont plutôt voté à gauche (**Front Républicain**) dans l'espoir de voir PMF président du Conseil et la paix en Algérie. Or le résultat est inverse puisqu'ils ont Guy Mollet (SFIO) comme chef du gouvernement et la guerre à outrance dans les départements algériens avec l'envoi du contingent (= jeunes gens faisant leur service militaire). Le règlement de la question algérienne est dans l'impasse. La « **bataille d'Alger** » livrée et gagnée par les parachutistes du général Massu contre les agents terroristes du FLN suscite bien des polémiques sur les méthodes (emploi de la torture) qui ont permis cette « victoire »

## IV La chute de la 4<sup>ème</sup> République

### 1) *La crise algérienne culmine le 13 mai 1958*

- Le 13 mai 1958, avec la complicité de l'armée, la foule algéroise s'empare du bâtiment du Gouvernement Général (représentant du gouvernement à Alger). Un Comité de salut public est constitué. Ce coup de force a des allures de coup d'état militaire. Sous l'influence des gaullistes, le Comité fait appel à de Gaulle pour résoudre la crise algérienne.

## **2) De Gaulle homme du recours ou « dictateur » ?**

- Très habilement de Gaulle se fait investir par l'Assemblée, forme un gouvernement d'union nationale (sauf les communistes qq personnalités de gauche et... le FLN algérien). De Gaulle cherche à rassurer tout le monde et surtout les démocrates inquiets de cette arrivée au pouvoir qui pourrait ressembler au coup d'état du maréchal Pétain en juillet 1940 (voir le livre de Mitterrand à ce sujet) . Cependant les différences sont fondamentales. Pour de Gaulle, il ne s'agit pas de supprimer la République mais de la réformer.